

PREFECTURE DE LA MOSELLE

Direction de l'environnement
Et du développement durable

Bureau des installations classées

Affaire suivie par Isabelle STEIN

☎ 03.87.34.89.01

☎ 03.87.34.85.15

Arrêté

n° 2008-DEDD/IC- *220*

du 24 OCT. 2008

mettant en demeure la société COMPTOIR
GENERAL DU RESSORT à SARREBOURG, de
déposer une déclaration de cessation
d'activité.

POUR COPIE CONFORME

Pour la Préfet

du Bureau par délégation



Laurent VAGNER

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST
PREFET DE LA MOSELLE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu les titres 1 des livres V des parties législative et réglementaire du Code de l'environnement, et notamment ses articles L.514-1, R.512-74, R.512-75, R.512676 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 75-AG/3-909 du 17 juillet 1975 autorisant la société des Usines Bellevue à SARREBOURG à continuer d'exploiter son usine de SARREBOURG modifiée ;

Vu la déclaration du 20 décembre 2006 par laquelle la société COMPTOIR GENERAL DU RESSORT informe le Préfet de la Moselle de la cessation d'activité du site réglementé par l'arrêté préfectoral du 17 juillet 1975 précité ;

Vu le courrier du 9 août 2007 par lequel le Préfet de la Région Lorraine, Préfet de la Moselle précise à la société COMPTOIR GENERAL DU RESSORT que le dossier de cessation d'activité ;

- ↳ ne comporte pas l'ensemble des informations mentionnées aux points II et III de l'article R.512-74 et qu'aucun document justificatif n'accompagne la déclaration ;
- ↳ ne comporte pas les éléments visés au point II de l'article R.512-75 ;
- ↳ doit être conforme aux dispositions de l'article R.512-76 du Code de l'Environnement ;

Vu le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 15 octobre 2008 ;

Considérant que la société COMPTOIR GENERAL DU RESSORT n'a pas complété sa déclaration par les informations exigées par le Préfet ;

Considérant dès lors que la déclaration de cessation d'activité émise par la société COMPTOIR GENERAL DU RESSORT n'est pas conforme aux dispositions prévues par les articles R.512-74, R.512-75, R.512-76 ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

Arrête :

Article 1 :

La société COMPTOIR GENERAL DU RESSORT sise ZI Route de Réding à SARREBOURG (57) est mise en demeure d'effectuer, sous un délai de deux mois, une déclaration de cessation d'activité conforme aux prescriptions des articles R.512-74, R.512-75, R.512-76 pour les activités qu'elle a exercées Route de Strasbourg à SARREBOURG, sous couvert de l'arrêté préfectoral n° 75-AG/3-909 du 17 juillet 1975.

Article 2 : Infractions aux dispositions de l'arrêté

En cas de non-respect du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui pourront être exercées, des mesures et sanctions administratives pourront être prises conformément aux dispositions du code de l'environnement.

Article 3 : Délais et voies de recours

En vertu de l'article L514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où elle lui a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Article 4 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture de la Moselle,
Les inspecteurs des installations classées,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une copie du présent arrêté est transmise, pour information, au maire de la commune où est implantée l'entreprise ainsi qu'au sous-préfet de l'arrondissement concerné.

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général


Jean-Francis TRÉFFEL